

Economie

L'espionnage industriel reste un tabou en Suisse

GUERRE ÉCONOMIQUE - Quatre personnes sont soupçonnées d'avoir volé des secrets de fabrication à EMS-Chimie. Un cas loin d'être rarissime.

Il est rare, en Suisse, que ce genre d'affaires soit révélé. Hier, le Ministère public de la Confédération (MPC) confirmait les soupçons d'espionnage industriel aux dépens d'EMS-Chimie. La firme, dirigée par Magdalena Martullo, fille de l'ex-conseiller fédéral Christoph Blocher, avait déposé une plainte il y a près d'un an auprès de la justice grisonne. Le groupe de spécialités chimiques soupçonnait plusieurs personnes d'avoir livré des informations ultrasecrètes.

Une enquête était alors ouverte en février 2007 pour «service de renseignement économique» et «violation du secret de fabrication ou du secret commercial». Au terme d'une investigation menée par la police judiciaire, le MPC a requis l'ouverture d'une instruction préliminaire. La procédure pénale, conduite désormais par un juge d'instruction fédéral, concerne quatre prévenus, l'enquête portant sur une cinquième personne ayant été classée, faute de preuves.

Agents secrets reconvertis

S'agit-il d'employés, d'ex-employés ou de tierces personnes? Au profit de qui? Quels sont les dommages? Que ce soit du côté d'EMS-Chimie ou à Berne, on reste très laconique. La firme en mains de la famille Blocher s'est contentée, en mars dernier, de préciser qu'une personne extérieure incitait systématiquement des collaborateurs à livrer des secrets de fabrication. Ces informations volées concerneraient la production de matériaux polymères, destinée principalement aux industries automobile et électronique, qui pèse pour plus d'un milliard de chiffre d'affaires pour le site basé à Domat.

Quant à savoir si les cas d'espionnages industriels sont en recrudescence, mystère. «Nous ne tenons aucune statistique», admet Jeannette Balmer, porte-parole au MPC. Une lacune qui ne surprend pas Stéphane Koch, consultant en intelligence économique. «EMS-Chimie n'est que la pointe de l'iceberg. L'espionnage industriel existe en Suisse comme ailleurs mais personne n'en parle.» Etonnant, alors même que la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information Melani, organisme fédéral, reconnaît que c'est devenu une plaie majeure pour une économie qui s'appuie essentiellement sur la matière grise.

L'espionnage industriel vise des secteurs «sensibles» tels l'armement, mais aussi la finance, l'industrie, l'informatique, la pharmaceutique, les télécoms, la mode ou l'industrie du luxe. Ailleurs, cette problématique est largement médiatisée, notamment chez les grandes puissances qui se livrent une guerre économique sans merci. Il y a peu, le directeur de la CIA américaine déclarait que l'espionnage industriel, chinois ou russe particulièrement, atteint des proportions comparables aux temps de la guerre froide. En Allemagne, une étude du service de contre-espionnage (BfV) estime que 40% des sociétés allemandes sont touchées, pour un montant annuel de 50 milliards d'euros de pertes.

Ironie du sort: l'espionnage industriel a pris son essor en parallèle avec le développement des technologies de surveillance – sur internet, tout le monde peut acheter le parfait kit de James Bond –, mais aussi lors de la chute du Mur. Nombre d'agents secrets se sont retrouvés au chômage, note Jean-Pierre Pasquier, président du Forum genevois de la sécurité. Ils se sont ensuite reconvertis dans le privé, offrant leurs services aux entreprises...

Une plaie majeure à l'étranger aussi

MICHELIN - Un ancien cadre du groupe, arrêté le 9 janvier, est accusé d'avoir essayé de vendre des documents confidentiels au japonais Bridgestone, numéro un mondial du pneu. L'enquête est en cours.

VALEO - Une étudiante chinoise télécharge des données lors d'un stage en 2005 chez l'équipementier français. En pleine psychose commerciale autour des importations de textile chinois, on l'accuse d'être la Mata Hari made in China. La jeune femme sera condamnée pour «abus de confiance». -

ELECTRAGATE - La justice belge inculpe le groupe français Suez et cinq personnes d'espionnage industriel présumé aux dépens d'Electrabel.

ORACLE - Le groupe américain de base de données reproche à son rival allemand SAP 10 000 téléchargements illicites sur son site, avec pour objectif d'attirer certains de ses clients.

É. N.